

MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL (Non vérifié)

Pour la période de trois mois
terminée le 30 juin 2022

Canada



TABLE DES MATIÈRES

ATTESTATION DES CADRES SUPÉRIEURS.....	3
RAPPORT DE GESTION.....	4
ANALYSE DES RISQUES.....	6
ÉTATS FINANCIERS.....	7

ATTESTATION DES CADRES SUPÉRIEURS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



John Swettenham

Codirecteur général intérimaire



Lisa Brasic, CPA-CA

Chef de la direction financière

Le 18 août 2022

Ottawa, Canada

RAPPORT DE GESTION

Aperçu

Les présents états financiers trimestriels doivent être lus conjointement avec les plus récents états financiers annuels audités du Musée canadien de la nature (Le « Musée ») pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 et avec la présentation narrative incluse dans le présent rapport financier trimestriel.

Le principal objectif du Musée est de remplir son mandat national, tel que décrit dans la *Loi sur les musées*, dans le contexte du régime de gouvernance et de responsabilisation établi dans cette loi et dans la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. À cette fin, le conseil d'administration et la direction du Musée s'engagent à gérer les fonds publics et privés investis dans le Musée de manière transparente et responsable et à optimiser la valeur de la contribution du Musée aux Canadiens et à la société canadienne.

Les orientations stratégiques du Musée reconnaissent l'intention d'être une source de premier plan de connaissances sur l'histoire naturelle et d'investigation scientifique pour les scientifiques et le public, apportant ainsi une perspective distinctement canadienne au corpus de connaissances mondial. Le Musée continue à jouer un rôle de premier plan dans la diffusion des connaissances scientifiques pertinentes, contribuant ainsi à inspirer les Canadiens à agir de manière consciente au sujet de l'environnement naturel. En tant qu'institution publique, le Musée souhaite également continuer à faire preuve de responsabilité, de valeur et d'efficacité financière en obtenant des résultats significatifs et mesurables.

La viabilité financière a été et continuera d'être l'une des principales priorités du Musée. Le Musée a mis en place un certain nombre de stratégies conçues pour gérer les pressions connues et anticipées. Une approche de gestion du risque d'entreprise est utilisée pour gérer ces stratégies et pressions en faveur de la vision d'être une institution nationale offrant un maximum de valeur et de service au public.

Un facteur important affectant le marché des visites de musées ces dernières années a été la pandémie de COVID-19. Le Musée a connu des baisses importantes de fréquentation en 2020-21 et 2021-22 en raison des fermetures, des contraintes de capacité et de la volonté des visiteurs de visiter les musées. Bien que le Musée n'ait pas connu de fermetures liées à la pandémie au cours du premier trimestre de 2022-2023, la volonté des visiteurs de visiter les musées devrait prendre un certain nombre d'années pour retrouver les niveaux d'avant la pandémie. Au cours du premier trimestre de 2021-2022, le Musée a été fermé aux visiteurs et à tous les autres groupes entre le 3 avril 2021 et le 30 juin 2021. Les opérations internes telles que la recherche, le développement d'expositions et les services essentiels tels que les soins aux animaux se sont poursuivies tout au long de la période de fermeture.

La Société a tenu compte de l'impact de la pandémie et des fermetures sur l'évaluation de ses actifs et a déterminé que les actifs sont évalués de manière appropriée et qu'aucune dépréciation n'est nécessaire.

La pandémie et la fermeture ont eu et continueront d'affecter lourdement la génération de revenus et le fonctionnement du Musée. La durée et l'impact de la pandémie de COVID-19 demeurent incertains. Il n'est pas possible pour l'instant d'estimer de façon fiable l'effet total de cette pandémie sur les résultats d'exploitation et la situation financière du Musée. La direction surveille activement l'effet sur la situation financière et cherche des façons d'aborder les répercussions éventuelles. Le Musée a reçu 8,0 millions de dollars en 2021-22 du gouvernement fédéral en fonds supplémentaires pour l'aider à maintenir les services essentiels et faire face aux pressions financières résultant de la pandémie.

RENDEMENT FINANCIER

PRODUITS

Les produits pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2022 se sont élevés à 2,3 millions de dollars, une augmentation de 1,7 million de dollars comparativement à 0,6 million de dollars pour la période de trois mois de l'année précédente. L'augmentation est principalement due à la hausse des revenus provenant des entrées et des opérations auxiliaires, car le Musée a été ouvert pendant toute la période 2022-23, par rapport à seulement trois jours pendant la période 2021-22.

Sur une base de comptabilité d'exercice, les crédits parlementaires pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2022 sont demeurés conformes à ceux de la période précédente à 8,5 millions de dollars, comparativement à 8,6 millions de dollars pour la période de trois mois de l'année précédente.

CHARGES

Les charges pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2022 se sont élevées à 9,7 millions de dollars, une augmentation de 0,9 million de dollars par rapport à 8,8 millions de dollars pour la période de trois mois de l'année précédente. L'augmentation est principalement due à la hausse des coûts d'exploitation résultant de l'ouverture du Musée au cours du premier trimestre par rapport aux trois jours seulement du trimestre comparatif de l'année précédente, et aux ajustements de rémunération adoptés à la fin de 2021-2022.

RÉSULTAT NET DE L'EXPLOITATION

Les résultats d'exploitation nets pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2022 ont généré un excédent de 1,1 million de dollars, principalement attribuable à la hausse des revenus d'admission et des revenus accessoires reçus au cours de la période.

SITUATION FINANCIÈRE

Actif

L'encaisse a augmenté de 0,5 million de dollars pour s'établir à 26,2 millions de dollars au 30 juin 2022 comparativement à 25,7 millions de dollars au 31 mars 2022. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des revenus attribuable aux entrées et aux activités connexes. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par des dépenses plus élevées décrites ci-dessus et par l'utilisation de crédits reportés reçus au cours d'exercices antérieurs aux fins d'achat d'immobilisations.

Les immobilisations ont diminué de 0,2 million de dollars pour s'établir à 157,9 millions de dollars au 30 juin 2022, comparativement à 158,1 millions de dollars au 31 mars 2022 en raison d'une charge d'amortissement de 2,2 millions de dollars, partiellement compensée par 1,6 million de dollars résultant de la comptabilisation pour la première fois de coûts de mise hors service d'immobilisations au cours de la période et 0,3 million de dollars d'ajouts d'immobilisations.

Passif

Les dépenses en capital reportées ont diminué de 1,5 million de dollars pour s'établir à 146,6 millions de dollars au 30 juin 2022, comparativement à 148,1 millions de dollars au 31 mars 2022. La diminution est principalement attribuable au financement en capital reporté de 1,8 million de dollars comptabilisé à titre de revenus, partiellement compensé par 0,3 million de dollars de acquisitions d'immobilisations au cours de la période. Le financement en capital reporté est constaté à titre de revenu au même rythme que l'amortissement des immobilisations corporelles correspondantes.

Actif net

L'actif net de 9,4 millions de dollars au 30 juin 2022 est attribuable à des résultats nets d'exploitation positifs générés au cours de l'année en cours et des dernières années, partiellement compensés par le traitement comptable afférent au Campus du patrimoine naturel du Musée situé à Gatineau, au Québec, qui est inscrit à l'état de la situation financière comme une obligation de location-acquisition. Du fait de la charge d'intérêt plus élevée au début de la location-acquisition, cela a eu un impact négatif sur l'actif net du Musée pendant de nombreuses années. Comme la composante d'intérêt dans le contrat de location-acquisition a continué à

décroître, le déficit afférent à ce traitement comptable a commencé à s'inverser en 2019-20 et continuera dans ce sens jusqu'à ce qu'il soit complètement éliminé à la fin du bail, en 2031. Ce traitement comptable de la location-acquisition n'affecte aucunement les mouvements de trésorerie ni la stabilité financière du Musée.

ANALYSE DES RISQUES

Le Musée a mis en place un cadre de gestion du risque d'entreprise conçu pour gérer efficacement et de manière proactive les risques qui pourraient l'empêcher d'atteindre ses objectifs. Le Plan d'entreprise du Musée identifie cinq risques et stratégies d'atténuation connexes. L'étape d'atténuation des risques implique le développement de stratégies visant à gérer, à éliminer ou à réduire les risques à un niveau acceptable idéalement bas. Une fois qu'une stratégie est mise en œuvre, elle est surveillée en permanence afin d'évaluer son efficacité et de réviser le mode d'action si nécessaire.

Le résumé des principaux risques et des stratégies d'atténuation se présente comme suit :

- **Déficit structurel** — Risque que le déficit structurel continue à grimper en raison d'un rythme de croissance des dépenses (services publics, impôts fonciers, inflation, etc.) supérieur à celui des revenus. Ce risque sera exacerbé par les défis associés à la récupération post-COVID-19. Cette situation est atténuée par un processus continu d'examen des dépenses, de surveillance des revenus d'admission et de croissance des revenus gagnés.
- **Reprise post COVID-19** - Risque que la fréquentation et les revenus se rétablissent à un rythme inférieur à celui prévu. Le risque sera affecté par l'incertitude sur les futures épidémies de variantes, les taux de vaccination, les mesures de santé publique et le rythme de reprise de l'économie nationale et mondiale, y compris le tourisme. Ceci est atténué par un processus continu d'examen et de surveillance des admissions et des revenus
- **Avancement** — Risque que le bassin de donateurs restreint limite les ressources financières disponibles pour soutenir l'investissement requis par la mise en œuvre des initiatives stratégiques. Ce risque est atténué par un programme d'avancement complet qui identifie, cultive, sollicite et gère les donateurs et les prospects, mené par une équipe de professionnels de la collecte de fonds et un nouveau groupe de bénévoles dévoués et de membres du Conseil d'administration.
- **Succession** — Risque qu'un nombre important d'employés soient admissibles à la retraite, ce qui entraînerait une perte de mémoire d'entreprise et de compétences importantes. Pour atténuer ce risque, le Musée a élaboré un plan de relève dont il assure le suivi. Ce plan couvre aussi le développement des compétences.
- **Cybersécurité** – Risque que le Musée subisse une atteinte à sa cybersécurité, entraînant la perte ou l'accès non autorisé à des données électroniques ou à des ressources financières. Pour atténuer ce risque, le Musée a mis en place des contrôles préventifs basés sur la technologie et forme et éduque en permanence son personnel sur les menaces, la sensibilisation et la prévention en matière de cybersécurité.

État de la situation financière (Non vérifié)

<i>(en milliers de dollars)</i>	au 30 juin 2022	au 31 mars 2022
Actif		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26 248	25 731
Trésorerie affectée	732	525
Placements affectés	273	273
Créances		
Clients	334	552
Ministères et organismes gouvernementaux (note 13)	62	97
Stocks	168	155
Frais payés d'avance	698	724
	28 515	28 057
Collections (note 4)	1	1
Frais payés d'avance	728	766
Avances aux employés	387	398
Placements affectés	1 100	1 100
Placements	900	900
Immobilisations (note 3)	157 851	158 058
	189 482	189 280
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Fournisseurs	3 496	3 747
Ministères et organismes gouvernementaux (note 13)	9	358
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 4)	1 468	1 432
Produits, apports et crédits parlementaires reportés (note 5)	4 219	4 212
Avantages sociaux futurs	137	183
	9 329	9 932
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 4)	19 660	20 039
Financement des immobilisations reporté (note 7)	146 604	148 140
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 6)	1 617	-
Avantages sociaux futurs	2 865	2 910
	180 075	181 021
Actif net		
Non affecté	20 866	19 812
Investissement en immobilisations (note 8)	(11 459)	(11 553)
	9 407	8 259
	189 482	189 280

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des résultats pour la période de trois mois terminée le 30 juin (Non vérifié)

<i>(en milliers de dollars)</i>	2022	2021
Produits		
Droits d'entrée et des programmes (note 10)	1 068	14
Opérations auxiliaires (note 11)	577	22
Apports (note 12)	314	164
Intérêts et revenus de placements	90	47
Divers	294	354
	2 343	601
Charges (note 13)		
Inspiration et engagement	2 287	1 946
Entretien et accessibilité des collections	720	687
Recherche et découverte	1 239	1 011
Services de soutien interne	1 082	1 015
Édifices et terrains	4 362	4 162
	9 690	8 821
Résultats d'exploitation nets avant financement public	(7 347)	(8 220)
Crédits parlementaires (note 8)	8 495	8 596
Résultats d'exploitation nets	1 148	376

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de l'évolution de l'actif net (Non vérifié)

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin

<i>(en milliers de dollars)</i>	Non affecté	Investi en immobilisations	2022	2021
Actif net au début de la période	19 812	(11 553)	8 259	216
Résultats d'exploitation nets	1 148	-	1 148	376
Variation nette dans l'investissement en immobilisations	(94)	94	-	-
Actif net à la fin de la période	20 866	(11 459)	9 407	592

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état de réévaluation des gains et pertes a été exclu puisqu'il n'y a pas eu de réévaluation des gains ou pertes au cours de la période se terminant le 30 juin 2022.

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 30 juin (Non vérifié)

<i>(en milliers de dollars)</i>	2022	2021
Activités de fonctionnement		
Encaissements - clients et donateurs	2 386	841
Encaissements - crédits parlementaires	6 962	6 921
Décaissements - personnels	(3 852)	(3 776)
Décaissements - fournisseurs	(3 256)	(2 910)
Intérêts reçus	88	47
Intérêts payés	(530)	(624)
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	1 798	499
Activités en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations	(732)	(1 424)
Disposition d'immobilisations	1	-
Flux de trésorerie utilisés pour les activités en immobilisations	(731)	(1 424)
Activités de financement		
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(343)	(312)
Flux de trésorerie utilisés pour des activités de financement	(343)	(312)
Augmentation de la trésorerie et de la trésorerie affectée	724	(1 237)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	25 731	21 582
Trésorerie affectée au début de la période	525	521
Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie affectée à la fin de la période	26 980	20 866
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	26 248	20 344
Trésorerie affectée à la fin de la période	732	522
Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie affectée à la fin de la période	26 980	20 866

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes afférentes aux états financiers pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2022 (Non vérifiées)

1. Pouvoirs et mission

Le Musée canadien de la nature (la « Société ») a été constitué en vertu de la *Loi sur les musées*, le 1^{er} juillet 1990. Il s'agit d'une société d'État mandataire désignée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) et qui n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La Société est classée comme organisme sans but lucratif (OSBL) du secteur public.

La Société a pour mission d'accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de la nature et des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Une brève description des fonctions de la Société est indiquée ci-dessous :

- **Inspiration et engagement**

La Société élabore et entretient des expositions, des programmes, le site internet nature.ca, des publications électroniques et imprimées, des activités de génération de produits et d'autres activités visant à faire comprendre et apprécier la nature.

- **Entretien et accessibilité des collections**

La Société acquiert, développe, préserve et met à la disposition du public des collections d'objets, de spécimens et de documents d'histoire naturelle qui répondent aux besoins croissants des secteurs public et privé en matière de recherche, d'éducation et d'aide à la prise de décisions éclairées concernant la nature.

- **Recherche et découverte**

La Société explore le passé et aide les Canadiens à préparer l'avenir grâce à des activités de recherche appliquée et systématique ainsi qu'à l'établissement et à la sauvegarde de réseaux et de liens avec les milieux scientifiques canadiens et internationaux.

- **Services de soutien interne**

La Société élabore et met en œuvre des politiques, une structure de responsabilisation et des procédures qui gouvernent la réalisation de son mandat, y compris la gouvernance, l'orientation stratégique, les services intégrés, la mesure du rendement de la Société et les rapports au Parlement.

- **Édifices et terrains**

La Société fournit des installations sécuritaires et fonctionnelles qui répondent à toutes les exigences de sécurité et des codes du bâtiment, notamment l'Édifice commémoratif Victoria rénové qui contribue à la réalisation de la vision et du mandat de la Société.

Le 16 juillet 2015, la Société a été dirigée par le Gouverneur général en conseil (CP 2015-1105), conformément à l'article 89 de la LGFP, d'harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de voyages, d'accueil, de conférence et de dépenses d'événement avec les directives et instruments connexes du Conseil du Trésor, d'une manière qui soit conforme à ses obligations légales, et de faire rapport sur la mise en œuvre de cette directive dans le Plan d'entreprise de la Société. À compter du 1^{er} février 2017, la Société s'est conformée à la directive et a harmonisé ses politiques et ses pratiques aux politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor pour les dépenses de voyage, de conférence, d'accueil et d'événements.

2. Principales conventions comptables

A) Méthode de présentation

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables du secteur public (NCSP) du Canada et reflètent l'application des normes de la Section 4200 relatives aux OSBL.

B) Opérations interentités

Les opérations interentités sont des opérations entre entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont mesurées à la valeur comptable, à l'exception de ce qui suit :

- i) Les opérations interentités sont mesurées à la valeur de l'échange lorsqu'elles sont entreprises selon des modalités semblables à celles adoptées si les entités avaient agi dans des conditions de pleine concurrence ou lorsque les coûts fournis sont recouverts.

- ii) Les biens ou services échangés gratuitement entre entités sous contrôle commun représentent des coûts non attribués qui ne sont pas recouverts par le bénéficiaire et ne sont pas comptabilisés par la Société. Les services reçus gratuitement par la Société comprennent les services d'audit du Bureau du vérificateur général du Canada et les services de pension de Services publics et Approvisionnement Canada.

C) Incertitude relative à la mesure

Pour préparer des états financiers conformément aux NCSP, la direction doit faire des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges pour l'exercice. Les principaux éléments susceptibles de faire l'objet d'estimations sont les avantages sociaux futurs, la durée de vie utile estimative des immobilisations, la capitalisation des dépenses salariales et la juste valeur marchande des spécimens donnés aux collections. Les montants réels pourraient différer de façon significative des estimations. Ces dernières sont revues annuellement et les rajustements, s'ils s'avèrent nécessaires, seront constatés dans les états financiers de l'exercice où ils auront fait surface.

D) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé au moyen de la méthode du coût pondéré moyen et la valeur de réalisation nette est fondée sur le prix de détail.

E) Collections

La Société détient et conserve une collection inestimable d'objets d'histoire naturelle au bénéfice des Canadiens d'aujourd'hui et de demain. Ces collections figurent à l'état de la situation financière comme un élément d'actif comptabilisé à la valeur nominale de 1 000 \$ étant donné la difficulté à déterminer une valeur appropriée pour ces actifs. Les spécimens achetés pour les collections sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont acquis.

F) Immobilisations

- Les immobilisations sont comptabilisées au coût, y compris le matériel, l'équipement et les autres charges destinés à la conception et au développement d'expositions permanentes.
- Les immobilisations inscrites comme locations-acquisitions sont initialement comptabilisées selon la valeur actualisée des paiements minimaux de loyer au début du bail.
- Les terrains et l'édifice, propriétés du gouvernement du Canada, et sous le contrôle de la Société, sont comptabilisés à leur coût estimatif.

Actif	Durée de vie
Édifice commémoratif Victoria	40 ans
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	35 ans
Cabinets de collection et rayonnages	
Coût de mise hors service d'immobilisations	10 à 35 ans
Matériel de bureau et ameublement	
Matériel général	10 ans
Expositions permanentes	
Matériel de recherche	
Améliorations à l'édifice	5 à 25 ans
Améliorations locatives	5 ans à la fin de la durée du bail
Matériel informatique	3 ans

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire à l'aide de taux fondés sur la vie utile estimative des actifs, à l'exception des améliorations locatives qui sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte de la convention de location ou de la durée de vie utile de l'immobilisation.

Lorsque les conditions indiquent qu'un actif ne contribue plus à la capacité de la Société à fournir des services, le coût de l'actif est réduit à sa valeur résiduelle le cas échéant.

G) Avantages sociaux futurs

i) Régime de retraite

La quasi-totalité des employés de la Société est couverte par le Régime de retraite de la fonction publique (le « Régime »), régime contributif à prestations déterminées établi par la loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société doivent cotiser pour couvrir le coût des services courants. Conformément à la loi en vigueur, la Société n'a aucune obligation légale ou implicite de payer des cotisations supplémentaires à l'égard de tout service passé ou des carences de financement du Régime. Par conséquent, les cotisations sont comptabilisées comme une charge de l'exercice où les employés ont rendu les services et elles représentent l'obligation totale de la Société.

ii) Indemnités de départ

Les employés ont eu droit à des indemnités de départ jusqu'au 31 mars 2012, tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi.

L'obligation au titre des indemnités de départ pour les employés qui prennent leur retraite ou démissionnent, courue jusqu'au 31 mars 2012 et encore impayée, est mesurée en utilisant la méthode des indemnités projetées. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur la durée de vie restante moyenne d'emploi du groupe de salariés concernés.

À la suite de diverses circonstances, la Société comptabilisera des indemnités de départ dans la période où l'événement se produira.

iii) Indemnités de congés de maladie

La Société accorde aux employés des congés de maladie qui s'accumulent, mais qui ne s'acquièrent pas. La Société comptabilise un passif et une charge pour les congés de maladie au cours de la période pendant laquelle les employés fournissent leurs services en retour des prestations. Le coût des obligations au titre des prestations constituées liées aux crédits de congé de maladie acquis par les employés est déterminé de manière actuarielle à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des services et l'estimation la plus probable de la direction concernant l'inflation, le taux d'actualisation, les données démographiques du personnel et l'utilisation que font les employés en service des droits de congé de maladie. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur la durée de vie restante des employés actifs visés par ces prestations de congé de maladie.

H) Placements affectés

Les placements affectés au sein de la Fondation communautaire d'Ottawa (FCO) comme fonds à épuisement du capital sont comptabilisés au coût amorti dans l'état de la situation financière, tandis que les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds pour l'acquisition d'immobilisations amortissables sont comptabilisés comme produits reportés dans l'état de la situation financière.

Les frais de service exigés par la FCO pour la gestion du fonds sont comptabilisés à titre de charges dans l'état des résultats de l'exercice.

I) Placements

Les placements dans la FCO en tant que fonds à terme de 10 ans sont comptabilisés au coût amorti dans l'état de la situation financière.

Les frais de service exigés par la FCO pour la gestion du fonds sont comptabilisés à titre de charges dans l'état des résultats de l'exercice.

J) Constatation des produits

i) Droits d'entrée et des programmes, opérations auxiliaires et produits divers

Les produits provenant des droits d'entrée et des programmes, des opérations auxiliaires et des produits divers sont constatés lorsqu'il existe des preuves évidentes de l'existence d'un accord intervenu entre les deux parties, que les biens ont été livrés ou que les services ont été rendus aux clients, que le prix est établi et déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. La Société comptabilise également des produits reportés lorsque les montants sont perçus avant d'avoir fourni les biens et rendu les services.

ii) Apports

Les apports sont constitués de dons reçus de particuliers, de fondations et de sociétés. La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports pour les organismes sans but lucratif.

Les apports non affectés sont constatés comme produits à l'état des résultats lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir, et si le montant à recevoir peut être raisonnablement estimé et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les apports avec affectations d'origine externe destinés à des projets ou à des charges spécifiques sont reportés à l'état de la situation financière et constatés comme produits à l'état des résultats dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont encourues.

Les apports avec affectations d'origine externe destinés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables sont comptabilisés comme produits reportés dans l'état de la situation financière. Lorsque les immobilisations amortissables sont acquises, la portion des revenus utilisée pour l'acquisition de ces immobilisations est alors reclassée à titre de financement des immobilisations reporté à l'état de la situation financière et constatée comme produit à l'état des résultats au même rythme que l'amortissement relatif aux immobilisations correspondantes.

Les revenus de placement relatifs aux apports affectés sont d'abord inclus dans l'état de la situation financière comme produits reportés et ensuite constatés comme produits à l'état des résultats dans l'exercice fiscal au cours duquel les charges connexes sont engagées.

iii) Commandites en nature et spécimens donnés aux fins des collections

Les commandites en nature impliquent d'obtenir un soutien non financier pour un projet, une activité ou un produit en échange d'importants avantages en matière de relations publiques. Une commandite en nature est reconnue si le bien ou le service contribué est utilisé dans le cours normal des activités et aurait autrement été acheté, et une fois que l'échange a eu lieu. Les commandites en nature sont comptabilisées à l'état des résultats à leur juste valeur marchande comme un apport et une contrepartie de charge reliée.

Les spécimens donnés aux collections sont comptabilisés à la juste valeur marchande comme apports avec une charge équivalente à la fonction entretien et accessibilité des collections, lorsque les trois critères suivants sont satisfaits : i) une juste valeur marchande a été attribuée au spécimen; ii) l'acquisition a été approuvée; et iii) le transfert légal de l'objet à la Société a eu lieu.

iv) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada fournit du financement à la Société sous forme de crédits parlementaires.

- Les crédits parlementaires pour les charges de fonctionnement sont constatés comme produits au cours de l'exercice pour lequel ils sont approuvés.
- Les crédits parlementaires affectés à l'acquisition d'immobilisations amortissables sont constatés à titre de crédits parlementaires reportés à l'état de la situation financière. Lorsque les immobilisations amortissables sont acquises, la portion des crédits parlementaires utilisée pour l'acquisition de ces immobilisations est alors reclassée à titre de financement des immobilisations reporté à l'état de la situation financière et constatée comme produit à l'état des résultats au même rythme que l'amortissement relatif aux immobilisations correspondantes.
- Les crédits parlementaires affectés à des charges spécifiques sont indiqués comme crédits parlementaires reportés à l'état de la situation financière et constatés comme produits à l'état des résultats dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

La Société a l'obligation de faire rapport sur l'utilisation des crédits dans son rapport annuel.

v) Placements affectés

Les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds pour l'acquisition d'immobilisations amortissables sont comptabilisés comme produits reportés dans l'état de la situation financière. Lorsque les immobilisations amortissables sont acquises, la portion des revenus utilisée pour l'acquisition de ces immobilisations est alors reclassée à titre de financement des immobilisations reporté à l'état de la situation financière et constatée comme produit à l'état des résultats au même rythme que l'amortissement relatif aux immobilisations correspondantes. Les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds pour des dépenses particulières sont reportés dans l'état de la situation financière et constatés comme produits dans l'état des résultats de l'exercice au cours duquel les obligations connexes sont remplies et les dépenses connexes sont engagées.

vi) Placements

Le revenu de placement distribué du fonds à terme est constaté comme un revenu dans l'état des résultats.

K) Services bénévoles

Les bénévoles consacrent chaque année au Musée un grand nombre d'heures. Puisqu'il est difficile d'évaluer sa juste valeur, cette prestation de services à titre gracieux ne figure pas aux états financiers de la Société.

L) Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers de la Société sont évalués au coût ou au coût après amortissement. Les actifs financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, la trésorerie affectée, les placements affectés, les placements et les comptes débiteurs, tandis que les passifs financiers comprennent les créditeurs et les frais courus.

Les instruments financiers subissent chaque année un test de dépréciation à la date de clôture et toute baisse permanente de la valeur est reportée à l'état des résultats.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments dans le coût lorsqu'ils sont initialement constatés.

M) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Avec prise d'effet le 1er avril 2022, la Société a adopté le PS 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP). Le PS 3280 traite de la comptabilisation et de la présentation des obligations légales associées à la mise hors service d'immobilisations corporelles pour les entités du secteur public. La Société a appliqué la méthode prospective, qui n'a pas entraîné de retraitement des informations comparatives. L'adoption du PS 3280 a entraîné la comptabilisation d'une obligation de mise hors service d'immobilisations de 1,9 million de dollars et d'un coût de mise hors service d'immobilisations de 1,9 million de dollars inclus dans l'état de la situation financière.

La Société comptabilise les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations associées aux immobilisations de la Société. La Société a des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations associées à certains de ses équipements d'exploitation, notamment les refroidisseurs, les réservoirs de diesel, la tuyauterie et les congélateurs.

Pour déterminer l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, la meilleure estimation des dépenses nécessaires pour régler l'obligation actuelle à la date de l'état de la situation financière est comptabilisée sur une base actualisée en utilisant le taux d'intérêt sans risque à chaque date de clôture. La valeur de l'obligation de mise hors service d'immobilisations est comptabilisée comme un actif au coût de mise hors service d'immobilisations et est amortie sur la durée de vie utile restante de l'actif sous-jacent. L'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations s'accumule au fil du temps et est comptabilisée en charge dans l'état des résultats. Les changements dans les estimations des flux de trésorerie futurs résultant de révisions du calendrier ou du montant estimatif des flux de trésorerie non actualisés ou du taux d'actualisation sont comptabilisés comme des changements dans l'obligation de mise hors service d'immobilisations et le coût de mise hors service connexe. Les dépenses réelles au titre de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations jusqu'au passif comptabilisé à ce moment sont imputées à l'obligation au fur et à mesure que les coûts sont engagés.

N) Ventilation des charges

La Société n'applique pas la méthode d'imputation des coûts à des fins de répartition de ses charges entre ses fonctions.

3. Immobilisations

			30 juin			31 mars
			2022			2022
<i>(en milliers dollars)</i>						
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrain	627	-	627	627	-	627
Édifice commémoratif Victoria	204 783	75 204	129 579	204 783	73 953	130 830
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	35 040	26 029	9 011	35 040	25 781	9 259
Améliorations locatives	12 762	8 190	4 572	12 749	8 136	4 613
Expositions permanentes	13 070	7 892	5 178	13 049	7 648	5 401
Améliorations à l'édifice	7 571	5 116	2 455	7 555	4 940	2 615
Matériel de recherche	4 886	3 470	1 416	4 886	3 396	1 490
Cabinets de collection et rayonnages	3 985	2 769	1 216	3 985	2 741	1 244
Matériel général	1 533	752	781	1 508	718	790
Matériel informatique	4 613	4 531	82	4 575	4 519	56
Matériel de bureau et ameublement	1 569	1 491	78	1 558	1 488	70
Coût de mise hors service d'immobilisations	1 606	28	1 578	-	-	-
Travaux en cours	1 278	-	1 278	1 063	-	1 063
	293 323	135 472	157 851	291 378	133 320	158 058

La charge d'amortissement pour l'exercice est de 2,2 millions de dollars (2,2 millions de dollars au 30 juin 2021). Au cours de la période terminée le 30 juin 2022, il n'a pas eu d'actifs retirés et la Société a vendu un actif entièrement amorti dans la catégorie de matériel de bureau et ameublement pour 1 055 \$, ce qui a entraîné un gain de 1 055 \$.

4. Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition

Le Campus du patrimoine naturel abrite les collections d'histoire naturelle et les fonctions administratives de la Société sur un domaine lui appartenant et situé à Gatineau, au Québec. L'acquisition de l'édifice se fait au moyen d'un contrat de location-acquisition, dont l'échéance est fixée à 35 ans. La Société s'est engagée à payer le loyer en toutes circonstances et, advenant la résiliation du bail, à la suite d'une décision de la Société ou autrement, elle versera un loyer suffisant pour rembourser tous les

coûts de financement de l'édifice. La direction a l'intention de s'acquitter intégralement de l'obligation financière découlant du contrat de location-acquisition et d'obtenir le titre de propriété de l'édifice en 2031 en exerçant son droit d'achat pour dix dollars.

Les versements minimaux futurs de loyer relatifs à l'obligation découlant du contrat de location-acquisition ont été estimés comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>		30 juin 2022	31 mars 2022
Total des versements minimaux futurs	(1)	32 375	33 250
Déduire : intérêts implicites		(11 247)	(11 779)
Valeur actualisée de l'obligation financière	(2)	21 128	21 471
Tranche à court terme		1 468	1 432
Tranche à long terme		19 660	20 039
		21 128	21 471

1) Le total des sommes à payer en vertu du contrat de location-acquisition est fondé sur un taux d'intérêt fixe de 9,88 %, pour une période de 35 ans, établi au moment de la signature du bail.

2) La valeur actualisée de l'obligation du contrat de location-acquisition, en se basant sur un taux d'intérêt du marché actuel de 8,75 %, est estimée à 22,1 millions de dollars.

Les versements minimaux futurs de loyer relatifs à l'obligation découlant du contrat de location-acquisition ont été estimés pour chaque exercice comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2023	2024	2025	2026	2027	Par la suite
Versements minimum futurs	2 625	3 500	3 500	3 500	3 500	15 750

5. Produits, apports et crédits parlementaires reportés

Les produits, apports et crédits parlementaires reportés au cours de l'exercice s'établissent comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2022	31 mars 2022
Apports reportés de sources non gouvernementales	2 315	2 383
Crédits parlementaires reportés	1 364	1 429
Total des apports et crédits parlementaires reportés	3 679	3 812
Produits reportés – prestation de biens et services	540	400
	4 219	4 212

Les changements aux produits, apports et crédits parlementaires reportés au cours de l'exercice s'établissent comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2022	31 mars 2022
Solde au début de la période	4 212	5 278
Ajout :		
Apports affectés reçus	118	1 379
Produits reportés pour la prestation de biens et services	264	487
	382	1 866
Moins :		
Apports affectés constatés	(186)	(890)
Crédits parlementaires affectés dépensés	(65)	(1,563)
Produits reportés pour la prestation de biens et services constatés	(124)	(479)
	(375)	(2 932)
Solde à la fin de la période	4 219	4 212

6. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

La Société a identifié des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations liées à ses réservoirs de diesel, ses conduites de gaz naturel, ses refroidisseurs et d'autres équipements d'exploitation. Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations représentent la valeur actualisée ou les flux de trésorerie futurs estimés nécessaires pour mettre hors service les actifs sous-jacents. Un taux sans risque de 3,14 % et un taux d'inflation de 2,50 % ont été utilisés pour déterminer la valeur actualisée des obligations. Les obligations devraient être contractées entre 2036 et 2046.

Les variations des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont les suivantes:

<i>(in thousands of dollars)</i>	30 juin 2022	31 mars 2022
Solde au début de la période	-	-
Comptabilisation initiale	1 850	-
Modifications des estimations	(244)	-
Accrétion de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations	11	-
Solde à la fin de la période	1 617	-

7. Financement des immobilisations reporté

Le financement reporté afférent aux immobilisations représente la tranche des crédits parlementaires et des apports affectés de sources non gouvernementales utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables.

Le financement des immobilisations reporté se compose comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2022	31 mars 2022
Utilisé pour l'acquisition :		
Financement des immobilisations reporté provenant d'apports de sources non gouvernementales	1 244	1 187
Financement des immobilisations reporté provenant des crédits parlementaires	145 360	146 953
	146 604	148 140

Les changements apportés au solde du financement des immobilisations reporté se traduisent comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2022	31 mars 2022
Solde au début de la période	148 140	153 448
Ajout : Acquisitions d'immobilisations	339	2 691
Moins: Dispositions d'immobilisations	(1)	-
	338	2 691
Moins montants constatés comme produits :		
Apports	(67)	(382)
Crédits parlementaires	(1 807)	(7 617)
	(1 874)	(7 999)
Solde à la fin de la période	146 604	148 140

8. Investissement en immobilisations

L'investissement en immobilisations se compose comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2022	31 mars 2022
Immobilisations	157 851	158 058
Moins: coût de mise hors service d'immobilisations	(1 578)	-
Immobilisations hors coût de mise hors service d'immobilisations	156 273	158 058
Moins montants financés par :		
Contrat de location-acquisition	(21 128)	(21 471)
Financement des immobilisations reporté	(146 604)	(148 140)
	(11 459)	(11 553)

La variation nette dans l'investissement en immobilisations est calculée comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2022	31 mars 2021
Acquisitions d'immobilisations	1 945	2 691
Moins : dispositions d'immobilisation	-	-
	1 945	2 691
Ajout : remboursement de l'obligation découlant du contrat de location-acquisition	345	1 297
Moins : acquisitions d'immobilisations financées avec le financement des immobilisations reporté	(1 945)	(2,691)
Immobilisations achetées avec les fonds de la Société	345	1,297
Amortissement du financement des immobilisations reporté	1 874	7,999
Amortissement des immobilisations	(2 153)	(8,998)
Amortissement du coût de mise hors service des immobilisations	28	-
Variation nette dans l'investissement en immobilisations	94	298

9. Crédits parlementaires

Pour remplir sa mission, la Société compte sur le financement du gouvernement, qui se présente comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Crédits parlementaires reçus et à recevoir :		
Budget des dépenses d'exploitation et d'immobilisations	6 962	6 922
Portion de crédits reportée, pour des dépenses à venir	(1 364)	(2 324)
Crédits de l'exercice précédent utilisés au cours de la période pour compléter des projets particuliers	1 429	2 993
Montant utilisé pour l'achat d'immobilisations amortissables	(339)	(842)
Amortissement du financement des immobilisations reporté	1 807	1 847
Crédits parlementaires constatés durant la période	8 495	8 596

10. Droits d'entrée et des programmes

Les produits provenant des droits d'entrée et des programmes se composent des éléments suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Droits d'entrée – général	890	9
Droits d'entrée – expositions temporaires	41	-
Adhésions	82	1
Programmes	55	4
	1 068	14

11. Opérations auxiliaires

Les produits provenant des opérations auxiliaires se composent des éléments suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Stationnement	197	17
Location des installations	117	1
Revenus de la boutique	263	4
	577	22

12. Apports

Les produits provenant des apports se composent des éléments suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Apports et commandites en argent	313	159
Spécimens donnés aux fins des collections	1	5
Apports	314	164

13. Opérations entre apparentés

La Société est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. En plus des opérations apparentées divulguées à la note 19, la Société a effectué des opérations avec ces entités dans le cours normal des activités, aux mêmes conditions, que celles conclues avec des parties non apparentées et sont comptabilisées à la valeur d'échange.

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Produits auprès d'apparentés du gouvernement du Canada:		
Apports	125	-
Opérations auxiliaires	16	-
Divers	-	21
	141	21

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Charges auprès d'apparentés du gouvernement du Canada :		
Coût du personnel	486	370
Impôts fonciers	307	281
Gestion de l'information, infrastructure et systèmes	7	-
Services professionnels et spéciaux	16	1
Fret et transport	2	1
	818	653

Les soldes auprès d'apparentés du gouvernement du Canada à la fin de l'exercice se composent des éléments suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2022	31 mars 2022
Dues de ministères et organismes gouvernementaux	62	97
Dues à des ministères et organismes gouvernementaux	9	358

14. Sommaire des charges par objets

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Coût du personnel	3 890	3 680
Amortissement des immobilisations	2 153	2 187
Exploitation et entretien des édifices	956	697
Services professionnels et spéciaux	821	605
Impôts fonciers	584	624
Intérêts sur obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	530	563
Gestion de l'information, infrastructure et systèmes	157	268
Coût des marchandises vendues - nature BOUTIQUE	101	2
Marketing et communications	84	33
Frais de déplacement	58	1
Réparations et entretien	49	75
Expositions	49	9
Accrétion de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations	11	-
Divers	247	77
	9 690	8 821

15. Covid-19 et événements subséquents

Le 11 mars 2020, l'OMS a déclaré la COVID-19 au rang de pandémie en raison de sa diffusion rapide à l'échelle mondiale. Par conséquent, et sur la base des recommandations en matière de santé publique, le Musée a fermé ses portes aux visiteurs et à tous les autres groupes pendant les périodes suivantes :

- Du 14 mars 2020 au 5 septembre 2020;

- Du 26 décembre 2020 au 15 février 2021;
- Du 3 avril 2021 au 16 juillet 2021;
- Du 5 janvier 2022 au 24 février 2022.

Les activités internes se sont poursuivies malgré la fermeture, notamment la recherche, le développement d'expositions et les services essentiels.

La Société a pris en compte l'impact de cet événement sur l'évaluation de ses actifs et a déterminé que les actifs sont évalués de façon appropriée et qu'aucune dépréciation n'est nécessaire.

La pandémie et les fermetures ont eu et continueront d'affecter lourdement la génération de revenus et le fonctionnement du Musée. La durée et l'impact de la pandémie de COVID-19 demeurent incertains. En tant que tel, il n'est pas possible pour l'instant d'estimer de façon fiable l'effet total de cette pandémie sur les résultats d'exploitation et la situation financière du Musée, toutefois, la direction surveille activement l'effet sur la situation financière et cherche des façons d'aborder les répercussions éventuelles. En 2021-22, le Musée a reçu 8,0 millions de dollars en fonds supplémentaires pour l'aider à maintenir les services essentiels et faire face aux pressions financières résultant de la pandémie.